

AKTUELL

JUSTICE EUROPÉENNE

Un clou de plus

Luc Caregari

Est-ce vraiment le moment de crier victoire pour les anti-Ceta ? En tout cas, un jugement de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) pourrait leur remettre le vent en poupe.

Même si paradoxalement « grâce » à la présidence Trump l'heure n'est plus tellement au libre-échange, mais plutôt à une guerre des tarifs commerciaux (encore faudra-t-il que son entourage le laisse faire), les mêmes acteurs qui ont enterré le cœur lourd le TTIP défendaient toujours bec et ongles le Ceta, quitte à jeter l'approbation démocratique par-dessus bord. Mais voilà que la CJUE vient d'émettre un jugement qui pourrait bien les mettre dans l'embarras, car elle a statué que les tribunaux d'arbitrage sont incompatibles avec le droit européen.

L'affaire est compliquée et pour la comprendre, il faut retourner à l'année 2004, quand la Slovaquie décida d'ouvrir son marché des assurances maladie aux prestataires nationaux et étrangers du privé. Ce qui conduisit la boîte néerlandaise Eureka BV (devenue Achmea BV depuis) à y ouvrir une filiale appelée « Union Healthcare » avec un capital de 72 millions d'euros. Malheureusement pour les Néerlandais, un nouveau gouvernement slovaque entré en fonctions en 2006 inversa cette décision en partie - surtout en ce qui concerne la distribution des bénéfices et les transferts de capitaux. Dès 2008, Achmea contesta cette décision devant un tribunal d'arbitrage situé, d'un commun accord, à Francfort-sur-le-Main en Allemagne. S'ensuivit un imbroglio judiciaire impliquant aussi un traité datant encore du temps de la défunte Tchécoslovaquie, qui mena jusqu'à la Cour fédérale de justice allemande, puis à la CJUE. Laquelle vient donc de trancher en faveur de la Slovaquie : un jugement d'autant plus inattendu que dans ses conclusions émises en septembre 2017, l'avocat

général Melchior Wathelet de la CJUE n'était pas de cet avis.

Ceta pas mort

Est-ce le moment de crier victoire pour autant ? Difficile à dire. En Allemagne, les partis « Die Grünen » et « Die Linke » ont communiqué de façon assez triomphale sur l'issue de cet épineux dossier : « Le gouvernement fédéral doit dire adieu aux tribunaux d'arbitrage », titraient les premiers, avant de revendiquer : « Le gouvernement fédéral doit tirer les conséquences de ce jugement et clarifier que les tribunaux d'arbitrage n'ont pas leur place dans tous les

traités de protection des investissements présents et futurs. » Même son de cloche chez leurs confrères de la gauche, où c'est l'ancien euro-député siégeant désormais au parlement fédéral allemand Fabio De Masi qui a pris en main la thématique.

Pourtant, les choses ne sont

pas si simples. En lisant le jugement en détail, on constate qu'en 2011, la Cour constitutionnelle de la République slovaque a émis un arrêt jugeant que « l'interdiction légale de distribuer des bénéfices était contraire à la Constitution. Par une loi portant réforme de l'assurance maladie entrée en vigueur le 1er août 2012, la République slovaque a de nouveau autorisé la distribution des bénéfices ».

Donc, si les tribunaux d'arbitrage peuvent désormais être considérés comme incompatibles avec le droit européen, cela ne veut pas dire que les cours de justice nationales protègent forcément mieux les citoyens-ne-s. Bref, c'est un pas dans la bonne direction, mais en aucun cas la nette victoire que certain-e-s ont été un peu rapides à saluer.



SHORT NEWS

„Mini-Crèche“ zur Bedarfsabdeckung

(tj) - „Wir brauchen überschaubarere Strukturen.“ Mit diesen Worten begründete Bildungsminister Claude Meisch am vergangenen Mittwoch die Einführung einer neuen Art von Kindertagesstätten in Luxemburg. Bisher hatten Eltern bei der Kinderbetreuung nur die Wahl zwischen dem Modell der „Tageseltern“, wo bis zu fünf Kinder unterkommen können, und großen Kitas und Maisons Relais, in denen bis zu 200 Kinder betreut werden können. Um das Angebot zu erweitern führt Meisch nun die „Mini-Crèche“ ein, die durch zwei betreuende Personen betrieben werden können. Diese dürfen maximal elf Kinder zugleich bis zum Alter von zwölf Jahren aufnehmen und zwischen 5 Uhr morgens und 11 Uhr abends geöffnet haben. Vorgesehen sind Programme zur Förderung der Mehrsprachigkeit bei Kindern von ein bis vier Jahren. Zu diesem Zweck muss mindestens eine der beiden betreuenden Personen die luxemburgische Sprache auf C1-Niveau beherrschen. Die Betreuer*innen sind zudem verpflichtet, Weiterbildungskurse im Bereich der sprachlichen Förderung zu absolvieren. Das neue Konzept soll die Implementierung neuer Kitas vereinfachen. Das Bildungsministerium hofft, so dem starken Bedarf an Kinderbetreuung besser gerecht werden zu können.

le Luxembourg encore dans le viseur

(lc) - Même s'il ne figure pas sur la liste noire des paradis fiscaux proposée par le Conseil européen, qui lors de sa parution en décembre 2017 avait été largement critiquée, même par le commissaire Pierre Moscovici, le grand-duché n'est pas sorti de l'auberge. Lors de la publication des rapports dans le cadre du Semestre européen, pas moins de sept pays sont accusés de « politique fiscale agressive ». Les gagnants sont la Belgique, Chypre, la Hongrie, l'Irlande, le Luxembourg, Malte et les Pays-Bas. Ces rapports provenant de la Commission européenne, on peut supposer qu'ils sont aussi une sorte de correction de tir par rapport à la liste issue du Conseil. Une étude publiée en même temps par la Commission démontre également la vulnérabilité de certains pays - en particulier le Luxembourg - à une fiscalité agressive. La Commission va décider en avril si elle émettra des recommandations spéciales contre le dumping fiscal à l'égard de ces sept pays.

woxx@home

Halber Abschied

Über 40 Namen finden sich auf der Liste der Personen, die bei der woxx seit ihrem Beginn fest oder befristet angestellt waren - die vielen freien Mitarbeiter*innen nicht einmal eingerechnet. Im Journalismus wird seit jeher viel gewechselt. Viele ehemalige Kolleg*innen arbeiten jetzt für andere Medien, einige haben sich beruflich neu orientiert - nicht immer freiwillig, sind doch die Einkommensbedingungen im Pressewesen bekanntlich nicht die besten. In einen kleinen Team wie der woxx bedeuten solche Abgänge immer auch einen Bruch. Da verlässt nicht nur eine Person die Redaktion, da geht auch eine bestimmte Art zu schreiben, und ein Netz von Verbindungen ist plötzlich nicht mehr da, das nicht immer einfach zu ersetzen ist. So geschehen wiederum am 1. März: David Angel, der vor allem Themen aus dem Sozialbereich abgedeckt hat, wechselte zum OGBL. Auch hat David maßgeblich das online-Projekt der woxx mitgestaltet und dabei seine Erfahrungen als Blogger einbringen können. Als letztes journalistisches Projekt koordinierte er vergangene Woche das Sonderdossier zum Migrationsfest. Er wird seine Erfahrungen der vier bei der woxx verbrachten Jahre sicherlich gut gebrauchen können. Und wir hoffen, ihn nach einer spannenden, aber wohl auch anstrengenden Einarbeitungsphase als sporadischen freien Mitarbeiter (zurück)gewinnen zu können. Nicht nur bei der Redaktion, sondern auch bei nicht wenigen Leser*innen wird diese Aussicht sicher den Trennungsschmerz ein wenig lindern.